

ANNEXE 5 AU CCAP

ATTESTATION D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DE CONTRÔLE ET D'ACCÈS AUX EMPRISES DU MINISTÈRE DES ARMÉES

1. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Je soussigné(e),

Raison sociale :

Forme juridique :

Adresse du siège :

.....

Représentée par :

Qualité du représentant :

2. OBJET DE L'ATTESTATION

La présente attestation a pour objet de formaliser l'acceptation expresse, par l'entreprise identifiée ci-dessus, des **conditions de sécurité, de contrôle et d'accès applicables aux emprises du ministère des Armées**, dans le cadre des interventions réalisées pour le compte ou sous l'autorité de l'USID.

3. ACCEPTATION DES OBLIGATIONS DE CONTRÔLE

L'entreprise reconnaît expressément que :

- l'accès aux emprises du ministère des Armées est **strictement conditionné** à la réalisation préalable d'un **Contrôle Élémentaire pour Accès de Zone (CAZ)** ;
- ce contrôle est **obligatoire** pour toute personne physique appelée à intervenir sur site, sans distinction de statut.

En conséquence, l'entreprise accepte sans réserve que :

- tout personnel refusant de se soumettre au contrôle élémentaire **ne sera pas autorisé à accéder au site** ;
- l'autorité administrative compétente peut refuser un accès **sans avoir à motiver sa décision**.

4. ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage à :

1. **Soumettre systématiquement** à la procédure de contrôle élémentaire :
 - ses salariés,
 - ses intérimaires,
 - ses sous-traitants,
 - et, plus généralement, toute personne intervenant pour son compte ;

Annexe 1 au CCAP

Page 1 sur 2

2. **Faire compléter, signer et transmettre** les formulaires de contrôle requis pour chaque intervenant, conformément aux modalités en vigueur ;
3. **Ne présenter à l'accès des sites** que des personnels expressément déclarés autorisés à l'issue du contrôle ;
4. **Remplacer sans délai** tout intervenant non autorisé à accéder au site, sans que cela puisse donner lieu à indemnisation, réclamation ou contestation ;
5. **Informers ses sous-traitants** des obligations de sécurité applicables et s'assurer de leur stricte application.

5. DURÉE ET PORTÉE

L'entreprise reconnaît que :

- le contrôle élémentaire dispose d'une **durée de validité limitée dans le temps** ;
- un nouveau contrôle peut être exigé :
 - à l'échéance de validité,
 - ou pour tout nouvel intervenant.

La présente attestation est valable pour toute intervention actuelle ou future sur emprise Défense, tant que les règles de sécurité en vigueur demeurent applicables.

6. DÉCLARATION FINALE

La présente attestation vaut **engagement formel, acceptation pleine et entière**, relatif aux conditions de contrôle et d'accès aux sites du ministère des Armées.

Fait à :

Le :

Nom et prénom du représentant :

.....

Fonction :

.....

Signature et cachet de l'entreprise :